

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 04/09/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VULLI**

1 avenue des Alpes  
74150 Rumilly

Références : 20240829-RAP-RumillyVulli-InspGPI

Code AIOT : 0006114371

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement VULLI implanté 1 avenue des Alpes 74150 Rumilly.

L'inspection a été annoncée le 4 juillet 2024. En revanche, le thème de l'inspection n'a pas été communiqué.

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 concernant la prévention des pertes de granulés plastiques industriels dans l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VULLI
- 1 avenue des Alpes 74150 Rumilly
- Code AIOT : 0006114371    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société VULLI est spécialisée dans la fabrication de jeux et jouets pour la petite enfance (premier et deuxième âge) dont le plus connu est "Sophie la girafe®".

Les produits fabriqués à Rumilly sont vendus aux grandes enseignes généralistes ou spécialisées, et aux petits magasins spécialisés. 50% du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation dans 72 pays situés sur les cinq continents et 50% en France.

L'établissement emploie environ 80 salariés et s'étend sur près de 3,3 hectares.

Outre son activité résiduelle de moulage et chauffage du latex liquide pour production des jouets en latex (environ 5% de la

production du site de Rumilly, depuis le départ de l'activité de production du jouet "Sophie la girafe®" sur le site Vulli d'Epinal), l'autre activité du site est la fabrication des jeux et jouets en matière plastique à base d'élastomères, de polypropylène, de polystyrène, etc, par injection sous presse. Les matières plastiques brutes se présentent sous la forme de granulés auxquels sont ajoutés des colorants également sous forme de granulés. Le mélange ainsi obtenu est chauffé (par résistances électriques) pour en faire une pâte qui est ensuite injectée dans la presse pour former la pièce à fabriquer. Les pièces sont ensuite refroidies (eau froide circulant en circuit fermé et réfrigéré au moyen d'un groupe froid) puis ébavurées. A ce titre, l'établissement exploite actuellement 9 presses. On peut noter que les formes (ou moules) utilisées dans les presses ne sont ni fabriquées, ni nettoyées dans l'usine de Rumilly. L'étape suivante consiste au montage des jouets avec les différentes pièces fabriquées par les presses. Ils sont ensuite emballés, conditionnés en carton puis stockés avant leur expédition.

Les produits finis, semi-finis et les emballages constitués par des matières combustibles (caoutchouc naturel, bois, plastique, papiers, cartons) sont stockés dans deux bâtiments dénommés B et C d'un volume unitaire de 50 160 m<sup>3</sup> (total de 100 320 m<sup>3</sup>) et contenant respectivement 755 tonnes et 679 tonnes de matières (1434 tonnes au total). Cette activité relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées.

Sur le plan de la situation administrative, l'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement datant du 28 décembre 2018 au titre du stockage de matières combustibles dans deux entrepôts couverts B et C visé par la rubrique n° 1510-2-b de la nomenclature.

Par ailleurs, l'établissement utilise des chaudières au gaz naturel produisant de l'eau chaude pour le chauffage des bâtiments et la fourniture d'eau chaude sanitaire. Des installations de combustion au gaz naturel sont aussi mises en œuvre dans le process de fabrication des jouets en caoutchouc (chauffage de l'enceinte de rotomoulage et de l'étuve de cuisson notamment).

#### **Attributs de l'inspection :**

Actions nationales 2024 (*AN24 Prévention GPI*)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de l'inspection il a également été abordé le sujet des PFAS.

La commune de Rumilly est concernée par une contamination diffuse en PFOA dans les eaux souterraines, dont une information plus complète se trouve sur le site internet de la DREAL AURA : [www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/focus-sur-la-situation-a-rumilly-haute-savoie-a23563.html](http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/focus-sur-la-situation-a-rumilly-haute-savoie-a23563.html)

En fin 2022 la DREAL avait pris contact avec la société Vulli pour alerter de la présence de PFOA dans le réseau d'adduction d'eau potable, eau utilisée par Vulli pour la production de "Sophie la girafe®". L'exploitant a alors fait analyser des stocks produits à cette période pour vérifier l'absence de PFOA dans ceux-ci. Il a transmis les rapports d'analyses, qui ne décèlent aucun des PFAS analysés.

Lors de la visite des installations du 29 août 2024, l'inspection a examiné plusieurs bouteilles aérosols de lubrifiant/dégraissant/démoulant, listés ci dessous :

- CP 632 ;
- CRC NSR Sensitive;

**Afin de confirmer l'absence de PFAS dans les produits CP 632 et CRC NSR Sensitive, l'exploitant devra transmettre dans un délai d'un mois les fiches de données de sécurité de ces produits, ainsi que questionner son/ses fournisseurs quant à la présence ou non de PFAS dans ces deux produits, et transmettre à l'inspection les réponses de ceux-ci dans un délais de 2 mois.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 Mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	4 Mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	12 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifie d'une modification de son organisation afin de garantir que la quantité maximale de granulés plastiques industriels susceptible d'être présente sur son installation reste en tout temps inférieure à 5 tonnes.

Dans le cas contraire il s'expose à un arrêté préfectoral de mise en demeure d'appliquer les dispositions des articles L. 541-15-11, D. 541-361, D. 541-362, et D. 541-364 du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant applique au plus tard dans un délai de 2 mois, au niveau du regard d'eaux pluviales situé devant les quais de déchargements du bâtiment B, un « filtre » (grille en métal par exemple) adapté à la taille des GPI mis en œuvre dans son usine afin de bloquer le passage de ceux-ci, dans le cas d'un déversement sur cette zone.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tel que défini par l'article D. 541-360 du code de l'environnement, les « sites de production, de manipulation et de transport » sont les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p> <p>En conséquence, les prescriptions contrôlées de la présente inspection s'appliquent à l'établissement seulement s'il est susceptible de stocker plus de 5 tonnes de granulés plastiques industriels (GPI).</p> <p>La première intention de la visite d'inspection a donc été d'estimer la quantité de GPI susceptible d'être présente sur l'installation. Lors de la visite des installations, l'inspection a comptabilisé 14 palettes de 55 sacs de 25 kg de GPI dans le bâtiment B dans l'espace dédié au stockage, ainsi qu'une palette de 55 sacs de GPI dans le bâtiment A dédié à la production. La quantité totale constatée le 29 août 2024 est donc d'environ 20 tonnes.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a précisé ne pas avoir eu connaissance des prescriptions contrôlées avant la date de l'inspection, dont le thème n'avait pas été communiqué à l'avance.</p> <p>En cela, l'exploitant s'interroge sur la faisabilité technique de réduire son stock permanent de GPI pour rester en permanence sous le seuil de 5 tonnes.</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant, celui-ci explique qu'il n'a pas formalisé de procédure quant à la gestion des GPI. De fait, son organisation n'a alors pas fait l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants.</p> <p>Cependant, l'inspection considère que les dispositifs ou dispositions suivantes concourent à la réduction du risque de dissémination des GPI :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le procédé industriel mettant en œuvre les GPI n'utilise pas d'eau et n'émet pas d'effluent aqueux ;</li><li>- toutes les manutentions des GPI sont effectuées à l'intérieur des bâtiments (y compris le passage entre le bâtiment B de stockage et le bâtiment A de production qui s'effectue par une zone de transit couverte et fermée) ;</li><li>- la livraison des GPI, par palettes, s'effectue par un camion sur un quai de déchargement, permettant alors de manutentionner la palette entière par chariot élévateur, depuis la caisse du camion jusqu'au rack de stockage du bâtiment B. Un éventuel déversement de GPI à cette étape se ferait alors soit au sol de la caisse du camion, soit au sol du quai de déchargement du bâtiment B, donc déjà à l'intérieur du bâtiment.</li></ul> <p>Il est à noter que l'inspection a constaté un excellent état de propreté au niveau des sols des bâtiments A, B, et C. Elle a également examiné le sol extérieur et le regard d'eaux pluviales situé devant le quai de déchargement des camions au niveau du bâtiment B (afin de vérifier si une hypothèse de déversement de GPI glissant à travers un interstice potentiel</p>

formé entre le camion et le quai de déchargement serait pertinent). Aucun granulé plastique n'a été trouvé ni au sol, ni dans le regard.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de pelles (dans le bâtiment A) et d'aspirateurs, alors utilisés pour récupérer les éventuels déversements de GPI au sol des bâtiments. En tant que mise en situation, il a été demandé à une opératrice de se munir d'un aspirateur pour récupérer un déversement dans le bâtiment B. Celle-ci a semblé connaître l'existence et les emplacements des aspirateurs et est revenue très rapidement (avec un aspirateur adapté) pour récupérer le déversement.

Également, l'inspection a contrôlé par sondage 15 regards d'eaux pluviales et eaux du réseau unitaire, autour des bâtiments A et B, seuls bâtiments où sont stockés ou manipulés les GPI : 100 % de ces regards étaient exempts de GPI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifie d'une modification de son organisation afin de garantir que la quantité maximale de granulés plastiques industriels susceptible d'être présente sur son installation reste en tout temps inférieure à 5 tonnes.

Dans le cas contraire il s'expose à un arrêté préfectoral de mise en demeure d'appliquer les prescriptions décrites aux points de contrôles 2 à 4.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques


<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
<b>Constats :</b> Tel que décrit au point de contrôle n°1, si l'exploitant réduit son stockage de GPI en dessous de 5 tonnes, la présente prescription contrôlée devient inapplicable. Selon l'exploitant, et sur la base du plan de situation transmis (faisant apparaître les réseaux) le site n'a pas de rejets canalisés susceptible de contenir des GPI (il n'a que des rejets sanitaires).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <u>Demande n°2 :</u> Si l'exploitant n'est pas en mesure de respecter la demande n°1, il appliquera au plus tard dans un délai de 2 mois, au niveau du regard d'eaux pluviales située devant les quais de déchargements du bâtiment B, un « filtre » (grille en métal par exemple) adapté à la taille des GPI mis en œuvre dans son usine afin de bloquer le passage de ceux-ci, dans le cas d'un déversement sur cette zone.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li><li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li><li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li><li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li><li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li><li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li></ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tel que décrit au point de contrôle n°1, si l'exploitant réduit son stockage de GPI en dessous de 5 tonnes, la présente prescription contrôlée devient inapplicable.</p> <p>Ainsi que précisé plus haut l'exploitant n'a pas développé de procédures permettant de répondre à la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande n°3 :</u></p> <p>Si l'exploitant n'est pas en mesure de respecter la demande n°1, il met en œuvre les dispositions prévues à l'article D. 541-362 du code de l'environnement, au plus tard 4 mois à compter de la transmission du présent rapport.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 Mois



#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.</p> <p>Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.</p> <p>Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p> <p>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.</p> <p>NOTA : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tel que décrit au point de contrôle n°1, si l'exploitant réduit son stockage de GPI en dessous de 5 tonnes, la présente prescription contrôlée devient inapplicable.</p> <p>Ainsi que précisé plus haut l'exploitant n'a pas fait réaliser d'inspections régulières au sens du II. de l'article L. 541-15-11 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande n°4 :</u></p> <p>Si l'exploitant n'est pas en mesure de respecter la demande n°1, il met en œuvre les dispositions prévues à l'article D. 541-364 du code de l'environnement, au plus tard 1 an à compter de la transmission du présent rapport.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 Mois